

TROISIÈME SEMAINE DU RAMADAN À EL-BAHIA

Des prix toujours en hausse

La hausse des prix des fruits et légumes et autres produits de large consommation continue, alors que le mois de Ramadan entame sa deuxième quinzaine.

Amel B. - Oran (Le Soir) - Le citoyen oranais peine à remplir son couffin et la flambée des prix aura eu raison du budget réservé aux dépenses du mois sacré, auxquelles s'ajoutent celles de l'Aïd et de la rentrée scolaire. En attendant, il va bien falloir garnir la table du ftour. Au niveau des marchés de la ville d'Oran, Ville-Nouvelle, la Bastille, Piti, Bir-El-Jir, la pomme de terre est cédée à 50 DA, le navet à 80 DA, la salade entre 80 et 100 DA, l'ail est à 320 DA et la carotte est à 60 DA.

La tomate est proposée à 60 DA et l'oignon à 40, soit 10 DA moins que la semaine précédente. Les viandes continuent d'être aussi chères. Ainsi l'agneau est proposé entre 950 jusqu'à 1 000 DA le kilo, le bœuf est à 1 200 DA le kilo, alors que la semaine dernière, il était cédé entre 880 et 950 DA le kilogramme. Le poulet est, quant à lui, cédé à 350 DA le

kilo. S'agissant des fruits, tous s'accordent à dire que malgré leurs prix exagérés, ils n'ont aucune saveur. Ainsi le raisin est proposé à 120 DA le kilo, le melon à 30 DA, la banane à 120 DA, la Pomme à 200 DA et la pêche à 140 DA.

Mais le fruit qui fait l'objet d'une grande spéculation en ce mois sacré demeure le citron. Au début du mois, il était proposé à 250 DA le kilo, pour ensuite atteindre les 500 DA. Alors que cette semaine, il est proposé à 450 DA.

D'ailleurs, à ce sujet, nous avons assisté à une scène des plus singulières. Une dame s'est approchée (elle était la seule d'ailleurs) du vendeur de citron pour demander le prix. Les passants semblaient la fixer comme choqués et certains ont même osé lui dire : «Eh tu es folle ou quoi tu ne va pas l'acheter à 450 DA le kilo ?». Une autre de dire



Le consommateur peine à remplir son couffin.

«que va-t-il te rajouter de plus ? El benna ? (le goût), à ce prix-là, pas besoin de benna !» La dame était assaillie de toutes parts par les regards et les critiques.

Pour «sa défense», elle dira que son «mari adore le goût du citron dans la soupe». Son explication n'a

pas convaincu grand-monde, puisque tous lui ont tourné le dos tout en l'injuriant d'avoir «osé» acheter à ce prix-là. Les ménages vont devoir faire face à la hausse des prix des ingrédients des gâteaux de l'Aïd.

A. B.

DANS LA PERSPECTIVE DE LA LOI DE FINANCES POUR 2010

L'Union des commerçants plaide pour la révision du système fiscal

L'Union générale des commerçants et artisans algériens revendique la révision à la baisse de la TVA à hauteur de 8 %, au lieu de 17 % actuellement, ainsi que l'effacement des dettes des commerçants contractées durant la dernière décennie et au lendemain des calamités naturelles qui ont affecté le pays.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est à travers un communiqué rendu public hier que l'Union générale des commerçants et artisans algériens (Ugcaa) a avancé trois propositions aux pouvoirs publics, à l'occasion de la rentrée sociale et à la veille de l'ouverture parlementaire et de la préparation de la loi de finances pour 2010. Selon l'Ugcaa, «il est urgent de procéder à la révision du système fiscal actuel, puisqu'il est considéré comme la raison principa-

le à l'origine de la prorogation du marché informel qui menace directement l'économie nationale et constitue également une couverture pour le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale.»

Pour cette organisation, le gouvernement gagnerait énormément à prendre ces mesures pour «soutenir l'économie nationale, la protéger et soutenir l'activité commerciale légitime». Ainsi, après avoir apporté son «soutien total» à la loi de finances complémen-

taires pour 2009, l'Ugcaa considère qu'il est impératif que les commerçants participent à la réussite du programme de développement économique, sans omettre de faire quelques propositions. Il s'agit, en premier lieu, de baisser le taux d'imposition de 40 % et de «revoir le système des impôts qui encourage le commerce parallèle et l'évasion fiscale».

Pour rappel, l'Ugcaa considère qu'il est indispensable que l'Etat impose aux commerçants et aux grandes surfaces d'aménager plus de 50 % de leur espace aux produits locaux.

Aussi, l'UGCAA réclame la conversion du soutien des prix du pain et du lait en un

soutien ciblant seul le consommateur. Une manière comme une autre de demander l'augmentation des salaires et l'amélioration du pouvoir d'achat des bas salaires.

«Il faut fixer les missions économiques et commerciales des APC dans la réalisation des projets et mettre un terme au marché parallèle qui est à l'origine d'une perte dont la valeur est égale à un tiers des subventions des APC dont le nombre dépasse les 1 000 communes ; il est impossible de prétendre à un développement économique national sans le développement économique local», plaide-t-on.

A. B.

ACQUISITION DE VÉHICULES PAR FACILITÉS DE PAIEMENT

Une autre alternative ?

Depuis la suppression du crédit automobile, l'acquisition d'un véhicule est devenu un rêve inaccessible pour nombre de citoyens. Le ministre des Finances, Karim Djoudi, a récemment laissé entendre que l'annulation de ce crédit pourrait trouver un palliatif : le citoyen pourrait bénéficier de facilités de paiement directes auprès des représentants des marques automobiles.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Les concessionnaires automobiles, qui n'ont toujours pas «avalé» la nouvelle mesure de suppression du crédit automobile, essayent tant bien que mal de sauver leurs ventes. Pour ce faire, plu-

sieurs campagnes publicitaires ont été lancées et des réductions sur les produits accordées. Mais pour maintenir un rythme de vente avoisinant celui de l'ère du crédit automobile, les différents représentants des marques d'automobiles sont contraints de développer de nouvelles formules de commercialisation. Chez le constructeur automobile coréen Hyundai, les ventes se poursuivent dans le «hors crédit». Pour l'instant, «rien n'a encore été décidé pour remplacer le crédit automobile», indique Mme Ziani, directrice marketing de Hyundai.

Elle estime qu'avant d'adopter de nouvelles formules de vente, il y a beaucoup de paramètres à prendre en considération. Quant à l'acquisition de

véhicule par facilités de paiement, elle a indiqué que cette «solution» n'est pas exclue par le représentant exclusif de la marque Hyundai.

Pour l'instant, «nous ne savons pas quels sont réellement les risques», explique Mme Ziani. «Nous ne sommes pas un organisme financier et la loi interdit tout octroi de crédit avec intérêt en dehors des banques», rappelle-t-elle. Et de préciser que «pour ce genre de paiement, nous sommes prêts à son application afin de permettre aux citoyens d'acquérir un véhicule». A ce sujet, d'autres concessionnaires automobiles, contactés, ont refusé de se prononcer, estimant que la question n'est pas à l'ordre du jour.

R. N.

LE COUFFIN DE LA MÉNAGÈRE À ORAN

Produit	Unité de mesure	Prix détail
 Pomme de terre	1 kilo	50 DA
 Navet	1 kilo	80 DA
 Tomate fraîche	1 kilo	50 - 60 DA
 Oignons	1 kilo	40 DA
 Salade verte	1 kilo	80 - 100 DA
 Poivrons	1 kilo	40 - 70 DA
 Carotte	1 kilo	60 DA
 Courgette	1 kilo	40 DA
 Ail	1 kilo	320 DA
 L'agneau	1 kilo	950-1000 DA
 Bœuf avec os	1 kilo	1200 DA
 Poulet entier		350 DA
 Frik	1 kilo	200 DA
 Olives vertes	1 kilo	270 DA
 Olives noires	1 kilo	270 DA
 Huile	5 litres	560 DA
 Citron	1 kilo	450 DA
 Œuf	unité	10 DA
 Pois chiche	1 kilo	130 DA
 H'chich	1 bouquet	10-20 DA
 Sucre	1 kilo	75 DA
 Dattes	1 kilo	150 - 300 DA
 Melon	1 kilo	30 DA